



RAPPORT DE GESTION

POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2019



RAPPORT DE GESTION

POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2019

Le présent rapport de gestion, qui a été rédigé en date du 6 août 2019, sur la situation financière et le résultat d'exploitation de Technologies Interactives Mediagrif Inc. (« Mediagrif » ou la « Société »), doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes afférentes pour la période terminée le 30 juin 2019 ainsi qu'avec le rapport de gestion, les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2019 de la Société. Ce rapport de gestion compare les résultats enregistrés et cumulés à ce jour pour les trimestres terminés les 30 juin 2019 et 2018. Les états financiers consolidés de la Société sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de Mediagrif.

En plus de fournir des calculs des résultats selon les IFRS, les états des résultats de la Société présentent le résultat d'exploitation et le résultat avant intérêts, impôts, amortissements, gain (perte) de change et autres revenus (charges) (« BAIIA ajusté ») comme calcul supplémentaire des résultats. Le résultat d'exploitation et le BAIIA ajusté ne se veulent pas des calculs devant être considérés comme des substituts aux autres calculs du rendement de l'exploitation établis selon les IFRS. Les IFRS ne donnent pas de sens normalisé à ces calculs qui ne peuvent donc pas être comparés à des calculs semblables utilisés par d'autres entreprises. Le résultat d'exploitation et le BAIIA ajusté sont présentés dans le but d'aider les investisseurs à établir la capacité de la Société à générer une rentabilité opérationnelle et pour évaluer la performance financière de la Société.

Ce rapport de gestion comprend certains énoncés prospectifs à l'égard de la Société. L'utilisation dans ce rapport des verbes « croire », « prévoir », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions similaires ainsi que la forme négative de ces termes ou de leurs variations indique en général des énoncés prospectifs. Ces énoncés, par leur nature, comportent nécessairement des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que la Société avance dans ces énoncés. La Société considère que ces prévisions sur lesquelles ces énoncés sont fondés sont raisonnables. Cependant, la Société tient à prévenir le lecteur que ces prévisions liées à des événements futurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société, peuvent se révéler incorrectes, étant donné qu'elles sont soumises à des risques et incertitudes qui ont une incidence sur ses activités. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf où requis par les législations en valeurs mobilières en vigueur.

PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Mediagrif (TSX : MDF) est un leader canadien des technologies de l'information, offrant des solutions d'approvisionnement stratégique et de commerce unifié ainsi que des places de marché B2B et B2C. Les solutions de Mediagrif sont utilisées par plusieurs millions de consommateurs et d'entreprises en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. La Société possède des bureaux au Canada, aux États-Unis, au Danemark et en Chine.

ÉNONCÉ DE LA MISSION

Notre mission est de fournir à notre clientèle des solutions technologiques novatrices et efficaces. Ce faisant, nous cherchons à créer de la valeur pour nos clients, nos employés et nos actionnaires.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2019

- Vente de Réseau LesPAC au montant de 19,0 millions \$ en date du 11 juin 2019;
- Les revenus des plateformes B2B totalisent 16,8 millions \$, en hausse de 3,4 % ;
- Les revenus des places de marché B2C, détenues en vue de la vente, ont totalisé 3,4 millions \$;
- BAIIA ajusté¹ de 4,1 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2019;
- Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles de 1,0 millions \$;
- Remboursement de 11,8 millions \$ de la facilité de crédit renouvelable en utilisant une partie du produit de la vente de LesPAC;
- Résultat net ajusté² de 1,3 million \$ ou (0,09 \$ par action).
- Résultat net de 1,1 million \$ ou (0,07 \$ par action).

¹ Voir le rapprochement du BAIIA ajusté et du résultat net.

² Voir le rapprochement du résultat net et du résultat net ajusté.

OPÉRATIONS RÉCENTES

Dans le cadre de la stratégie de recentrage de ses opérations, la Société a décidé de céder les activités des unités génératrices de trésorerie LesPAC, Jobboom et Réseau Contact et a entamé par la suite des négociations avec des parties intéressées. La sortie cadre avec la stratégie à long terme de la Société, laquelle consiste à se concentrer sur les activités envers les clients commerciaux.

En date du 11 juin 2019 la Société a procédé à la vente des actions de sa filiale Réseau LesPAC Inc. à Trader Corporation pour un montant en espèces de 18 960 206 \$ déduction faite des frais de transaction de 300 000 \$ et de certains ajustements de fonds de roulement. Au 30 juin, une balance de prix de vente de 1 000 000 \$ ainsi qu'un ajustement de fonds de roulement approximatif de 310 206 \$ étaient à recevoir. La valeur nette comptable des actifs nets cédés le 11 juin 2019 s'est établie à 19 216 947 \$ ce qui a donné lieu à une perte sur disposition de 256 741 \$ comptabilisé dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat au cours du premier trimestre de l'exercice 2020.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET DONNÉES FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

<i>En milliers de dollars canadiens, excepté pour les montants relatifs au résultat par action.</i>	Trois mois terminés les 30 juin	
	2019	2018
<i>Non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.</i>	\$	\$
REVENUS	20 228	21 128
MARGE BRUTE	14 931	16 164
CHARGES D'EXPLOITATION		
Frais généraux et frais d'administration	2 812	2 817
Frais de vente et de commercialisation	4 411	4 864
Technologie	5 194	5 259
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	12 417	12 940
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 514	3 224
Gain (perte) de change	(364)	316
Perte sur cession d'une filiale	(257)	-
Frais financiers, montant net	(354)	(277)
Quote-part dans une coentreprise	-	(6)
Charge d'impôts sur le résultat	(488)	(825)
RÉSULTAT NET	1 051	2 432
RÉSULTAT NET AJUSTÉ	1 308	2 432
BAIIA AJUSTÉ (voir le rapprochement du BAIIA ajusté et du résultat net)	4 144	5 256
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	1 046	2 353
RÉSULTAT PAR ACTION – DE BASE ET DILUÉ	0,07	0,16
Dividendes déclarés par action	0,10	0,10
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) :		
De base & dilué	14 849	14 849
<i>En milliers de dollars canadiens.</i>	30 juin	31 mars
<i>Non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.</i>	2019	2019
	\$	\$
ACTIF TOTAL	160 139	168 916
DETTE À LONG TERME	13 145	24 935

Il est à noter que l'adoption de la norme IFRS 16 a eu un effet favorable de 0,4 million \$ sur le BAIIA ajusté du premier trimestre terminé le 30 juin 2019, soit une charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation de 0,3 million \$ et une charge d'intérêts sur obligation locative de 0,1 million \$. De plus le BAIIA ajusté de la période précédente n'a pas été retraité pour refléter l'impact de la norme IFRS 16.

RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DU RÉSULTAT NET

Trois mois terminés les 30 juin

*En milliers de dollars canadiens**(non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.)*

2019	2018
\$	\$

RÉSULTAT NET

	1 051	2 432
Charge d'impôts sur le résultat	488	825
Amortissement d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	679	882
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	601	1 189
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation	350	-
Amortissement des frais de financement reportés	9	10
Amortissement de l'avantage incitatif reporté	-	(33)
Perte (gain) de change	364	(316)
Perte sur cession d'une filiale	257	-
Intérêts sur obligation locative	91	-
Intérêts sur la dette à long terme	254	267

BAIIA AJUSTÉ

4 144	5 256
-------	-------

Le BAIIA ajusté correspond au résultat avant intérêts, impôts, amortissement, gain (perte) de change et autres revenus (charges) tel que calculé historiquement par la Société.

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET ET DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Exercices terminés les 30 juin

*En milliers de dollars canadiens**(non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.)*

2019	2018
\$	\$

RÉSULTAT NET

	1 051	2 432
Perte sur cession d'une filiale	257	-

RÉSULTAT NET AJUSTÉ

1 308	2 432
-------	-------

RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

0,09	0,16
------	------

PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2019 « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020 » EN COMPARAISON AVEC LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2018 « PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019 »

REVENUS

Les revenus combinés des plateformes B2B et places de marchés B2C pour le premier trimestre de l'exercice 2020 ont atteint 20,2 millions \$ comparativement à 21,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2019 et se détaillent comme suit :

*En milliers de dollars canadiens**(non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.)*

Trois mois terminés les 30 juin

2019	2018
\$	\$

Revenus des plateformes B2B	16 848	16 295
Revenus des places de marchés B2C - détenues en vue de la vente	3 380	4 833
REVENUS	20 228	21 128

Les variations de revenus sont principalement expliquées par les éléments suivants:

PLATEFORMES B2B

- Augmentation des revenus de Orchestra pour un montant de 0,9 million \$. Cette augmentation provient des revenus tirés de services professionnels d'un montant de 0,6 million \$ et des revenus de droits d'utilisation d'un montant de 0,3 million \$;
- Augmentation des revenus de BidNet de 0,1 million \$ principalement attribuable à un revenu moyen par clients plus élevé en raison de l'offre de services à valeur ajoutée;
- Augmentation des revenus de 0,1 million \$ attribuable à la hausse de la moyenne des taux de change effectifs sur les contrats de change et de la variation des taux de change du marché du \$ US en comparaison au \$ CA;
- Diminution des revenus de MERX de 0,1 million \$. Les services rendus reliés aux activités principales sont demeuré stables durant le premier trimestre terminé le 30 juin 2019 tandis que des services reliés à des activités secondaires ont fait en sorte de diminuer les revenus de cette plateforme de 0,1 million \$;
- Baisse des revenus Broker Forum, Polygon et Market Velocity pour un montant de 0,2 million \$ principalement dû à des événements promotionnels qui ne se sont pas répétés au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 ainsi qu'à la baisse du nombre d'utilisateurs au sein de ces plateformes.

PLACES DE MARCHÉS B2C DÉTENUES EN VUE DE LA VENTE

- Baisse des revenus de LesPAC au montant de 0,9 million \$ principalement en raison de la vente des actions de Réseau LesPAC en date du 11 juin 2019. Conséquemment, les revenus pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2019 ont été comptabilisés jusqu'au 10 juin 2019 inclusivement, soit une période de 70 jours;
- Diminution des revenus de Jobboom de 0,5 million \$ principalement en raison d'ajustements de prix reflétant les conditions du marché dans les revenus de recrutement ainsi qu'en raison de la baisse du nombre de clients utilisant cette plateforme;
- Baisse des revenus Réseau Contact pour un montant total de 0,1 million \$ principalement dû à la baisse du nombre d'utilisateurs au sein de cette plateforme.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, les revenus libellés en dollars canadiens ont représenté 54 % des revenus totaux comparativement à 55 % au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.

COÛT DES SERVICES

Le coût des services a totalisé 5,3 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 5,0 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts liés aux frais professionnels au montant de 0,3 million \$ et aux frais d'hébergement pour un montant de 0,2 million \$, partiellement compensée par la diminution des commissions sur ventes à de tierces parties au montant de 0,2 million \$.

MARGE BRUTE

En fonction des éléments mentionnés ci-dessus, la marge brute du premier trimestre de l'exercice 2020 a atteint 73,8 %, comparativement à 76,5% au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation du premier trimestre de l'exercice 2020 ont totalisé 12,4 millions \$, comparativement à 12,9 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. Les variations au niveau des charges d'exploitation s'expliquent principalement de la façon suivante :

- Les frais généraux et frais d'administration sont demeurés stables à 2,8 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2020 et 2019. La hausse des frais de loyer au montant de 0,1 million \$ a été compensée par une baisse des coûts de la main-d'œuvre du même montant.
- Les frais de vente et de commercialisation ont totalisé 4,4 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 4,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2019. La diminution est principalement attribuable à la baisse des frais de campagnes promotionnelles ainsi qu'à la diminution des charges d'amortissement sur actifs incorporels acquis chacun au montant de 0,2 million \$.
- Les frais liés à la technologie ont totalisé 5,2 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 5,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2019. Cette diminution est principalement liée à l'enregistrement de crédits d'impôts et de logiciels et site web développés à l'interne capitalisés d'un montant additionnel de 0,3 million \$, à la baisse des charges d'amortissement également au montant de 0,3 million \$ et à la diminution des charges reliées au loyer au montant de 0,1 million \$. Ces diminutions ont été partiellement compensées par l'augmentation des coûts de main-d'œuvre affectés à la technologie d'un montant de 0,6 million \$.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

En fonction des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a atteint 2,5 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 3,2 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2019.

EFFET DE CHANGE

La Société a réalisé une perte de change sur les actifs libellés en dollars américains de 0,4 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 suite à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement à un gain de change de 0,3 million \$ au cours du premier trimestre l'exercice 2019.

FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers se sont élevés à 0,4 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 comparativement à 0,3 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. Ils se composent principalement de frais d'intérêts et de commission d'attente sur la dette à long terme, des intérêts sur les obligations locatives ainsi que de l'amortissement des frais de financement reportés.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, la charge d'impôts sur le résultat s'est établi à 0,5 million \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 31,70 % comparativement à un taux statutaire de 26,58 %.

La hausse du taux d'impôt effectif par rapport au taux statutaire est principalement due au fait que certaines charges comptabilisées ne sont pas déductibles pour fins fiscales, notamment la perte sur cession de LesPAC ainsi que certaines pertes de change.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, la charge d'impôts sur le résultat s'était établie à 0,8 million \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 25,33 % comparativement à un taux statutaire de 26,68 %. La baisse

du taux d'imposition effectif par rapport au taux statutaire est principalement due au fait que certaines gains de change ne sont pas imposables et qu'une portion des profits est imposée aux États-Unis, soit une juridiction où le taux d'imposition statutaire est moins élevé.

RÉSULTAT NET

Le résultat net du premier trimestre de l'exercice 2020 totalise 1,1 million \$ (0,07 \$ par action) comparativement à un bénéfice de 2,4 millions \$ (0,16 \$ par action) pour le premier trimestre de l'exercice 2019.

PERFORMANCE TRIMESTRIELLE

Les informations financières sélectionnées des huit plus récents trimestres terminés le ou avant le 30 juin 2019 sont présentées ci-après :

	2020	2019				2018		
	T1 30 juin 2019	T4 31 mars 2019	T3 31 déc. 2018	T2 30 sept. 2018	T1 30 juin 2018	T4 31 mars 2018	T3 31 déc. 2017	T2 30 sept. 2017
<i>Non auditées par les auditeurs indépendants.</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	20 228	20 809	20 884	20 261	21 128	20 479	20 456	20 031
Résultat d'exploitation	2 514	1 798	3 426	4 831	3 224	3 427	3 794	3 528
Résultat net	1 051	(34 142)	2 891	3 178	2 432	2 099	952	1 710
Résultat net ajusté	1 308	958	2 891	3 178	2 432	2 099	2 309	1 710
Résultat par action de base et dilué	0,07	(2,30)	0,19	0,21	0,16	0,14	0,06	0,11
Résultat ajusté par action de base et dilué	0,09	0,06	0,19	0,21	0,16	0,14	0,15	0,11
Actions en circulation moyen pondéré	14 849	14 849	14 849	14 849	14 849	14 849	14 849	14 886
BAlIA ajusté	4 144	3 509	5 291	6 616	5 256	5 620	6 085	5 522
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 046	5 039	2 574	2 743	2 353	7 100	6 580	2 079

En milliers de dollars canadiens, excepté pour les montants relatifs aux résultats par action.

TRIMESTRES DE L'EXERCICE 2020

- Premier trimestre terminé le 30 juin 2019 : En comparant avec le quatrième trimestre de l'exercice 2019 terminé le 31 mars 2019, les revenus ont diminué de 0,6 million \$ principalement en raison de la baisse des revenus au sein de LesPAC au montant de 0,4 million \$ suite à la vente de celle-ci en date du 11 juin 2019. Les revenus de Jobboom et Market Velocity ont également diminué de 0,1 million \$ respectivement.

Toujours en comparaison avec le quatrième trimestre de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté a augmenté de 0,6 million \$ en raison de la diminution des coûts de salaires et charges sociales ainsi que des frais de services professionnels aux montants respectifs de 0,5 million \$. Ceux-ci ont été compensés par une diminution des crédits d'impôts et de logiciels et site web développés à l'interne capitalisés au montant de 0,4 million \$.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 2,5 million \$ en ligne avec l'augmentation du BAIIA ajusté pour le trimestre.

Le résultat net pour le premier trimestre de l'exercice 2020 totalise 1,1 million \$. Celui-ci inclut une perte sur cession d'une filiale au montant de 0,3 million \$.

TRIMESTRES DE L'EXERCICE 2019

- Quatrième trimestre terminé le 31 mars 2019 : En comparant avec le troisième trimestre de l'exercice 2019 terminé le 31 décembre 2018, les revenus ont légèrement diminué de 0,1 million \$ principalement en raison de la baisse des revenus au sein de ASC au montant de 0,2 million \$ et de la diminution des revenus au sein de Broker Forum et de LesPAC pour un montant de 0,1 million \$ chacun. Ces baisses ont été partiellement compensées par une hausse des revenus de MERX et de Orckestra pour un montant combiné de 0,2 million \$.

Toujours en comparaison avec le troisième trimestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 1,8 million \$ dont un montant de 1,2 million \$ en frais non récurrents composés de salaires et primes de départ d'un montant de 0,9 million \$ ainsi que des services professionnels pour un montant de 0,3 million \$. De plus, les frais de campagnes publicitaires étaient de 0,6 million \$ plus élevés en lien avec les campagnes publicitaires saisonnières au sein de certaines filiales.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 1,8 million \$ en ligne avec la diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre.

Le résultat net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 totalise (34,1) millions \$ car celui-ci inclut une charge de dépréciation de 46,6 millions \$ ainsi qu'un recouvrement d'impôt de 11,5 millions reliés au reclassement des actifs et passifs des groupes d'actifs à titre d'actifs et passifs détenus en vue de la vente.

- Troisième trimestre terminé le 31 décembre 2018 : En comparaison avec le deuxième trimestre de l'exercice 2019 terminé le 30 septembre 2018, les revenus ont augmenté de 0,6 million \$ principalement en raison de la hausse des revenus de Orckestra d'un montant de 0,6 million \$ et de l'augmentation des revenus au sein de ASC et de Carrus pour un montant de 0,1 million \$ chacun. Ces hausses ont été partiellement réduites par une diminution des revenus au sein de MERX et LesPAC pour un montant total de 0,1 million \$ alors que les revenus de l'ensemble des autres filiales sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 1,3 million \$ principalement en raison d'une hausse des coûts de salaires et charges sociales pour un montant de 1,0 million \$ ainsi qu'en raison d'une hausse des frais de services professionnels au montant de 0,6 million \$ (incluant une portion non récurrente au montant de 0,2 million\$).

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 3,4 millions \$ en ligne avec la diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre.

Le résultat net du troisième trimestre a totalisé 2,9 millions \$ comparativement à 3,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019. Le résultat net inclut un gain de change d'un montant de 0,8 million \$ comparativement à une perte de change de 0,3 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2019.

- Deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2018 : En comparaison avec le premier trimestre de l'exercice 2019 terminé le 30 juin 2018, les revenus ont diminué de 0,9 million \$ principalement en raison de la baisse des revenus de Jobboom et LesPAC, dont une portion est saisonnière, pour un montant total de 0,6 million \$ et par une baisse des revenus de MERX et Polygon pour un montant total

de 0,3 million \$. Ces baisses ont été partiellement compensées par une hausse des revenus de Orchestra d'un montant de 0,2 million \$. De plus, la variation des taux de change du marché du dollar US en comparaison au dollar CA a représenté une baisse des revenus de 0,1 million \$.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019, malgré la diminution des revenus, le BAIIA ajusté a augmenté de 1,4 million \$ principalement en raison de charges d'exploitation moins élevées. Cette diminution des charges d'exploitation est principalement attribuable à une baisse des coûts de salaires et charges sociales pour un montant de 1,0 million \$ ainsi qu'à une réduction des frais de campagnes publicitaires pour un montant de 0,8 million \$. De plus, la société a enregistré des crédits d'impôts additionnels ainsi que des logiciels développés à l'interne et capitalisés pour un montant total de 0,6 million \$.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, ainsi que d'une charge d'amortissement moindre de 0,2 million \$, le résultat d'exploitation a progressé de 1,6 million \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019 pour atteindre 4,8 millions \$.

Le résultat net a progressé de 0,7 million \$ pour atteindre 3,2 millions \$, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2019. Le résultat net du deuxième trimestre de l'exercice 2019 tient compte d'une perte de change sur les actifs libellés en dollars américains de 0,3 million \$ comparativement à un gain de change de 0,3 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. De plus, le résultat net du deuxième trimestre de l'exercice 2019 inclut une charge d'impôts additionnelle de 0,3 million \$ en lien avec la hausse du résultat d'exploitation.

- Premier trimestre terminé le 30 juin 2018 : En comparaison avec le quatrième trimestre de l'exercice 2018 terminé le 31 mars 2018, les revenus ont augmenté de 0,6 million \$ principalement en raison de la croissance des revenus de InterTrade et de MERX pour des montants de 0,3 million \$ et de 0,1 million \$ respectivement, ainsi que par la hausse des revenus au sein de LesPAC pour un montant de 0,2 million \$. Toujours au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2018, les revenus de Orchestra et de Jobboom sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent alors que les revenus de ASC ont diminué de 0,1 million \$ principalement dû à revenus non récurrents de services professionnels.

De plus, la variation des taux de change du marché du dollar US en comparaison au dollar CA a généré des revenus additionnels de 0,2 million \$.

Le BAIIA ajusté a diminué principalement en raison de la hausse des frais de campagnes publicitaires d'un montant de 0,5 million \$ ainsi que par des coûts de main-d'œuvre plus élevés totalisant 0,4 million \$. Le résultat d'exploitation a également diminué, mais dans une moindre mesure en tenant compte d'une diminution des charges d'amortissement des actifs intangibles acquis d'un montant de 0,1 million \$.

Le résultat net du premier trimestre a totalisé 2,4 millions \$ comparativement à 2,1 millions \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018. La variation favorable dans le résultat net provient principalement d'une charge d'impôts inférieure de 0,3 million \$ par rapport au trimestre précédent.

TRIMESTRES DE L'EXERCICE 2018

- Quatrième trimestre terminé le 31 mars 2018 : En comparant avec le troisième trimestre de l'exercice 2018 terminé le 31 décembre 2017, les revenus sont demeurés stables au niveau de 20,5 millions \$. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2018, les revenus provenant de Orchestra ont totalisé 1,6 million \$, en hausse de 0,4 million \$ (35 %) lorsque comparé au troisième trimestre de l'exercice 2018. Cette hausse de revenus a été annulée par une baisse des revenus publicitaires de 0,3 million \$ au niveau de LesPAC et par une baisse des revenus de Jobboom au montant de 0,1 million \$.

Le BAIIA ajusté et le résultat d'exploitation ont diminué principalement en raison de coûts de main-d'œuvre plus élevés totalisant 0,6 million \$. Cette hausse a été compensée par une baisse des frais de services professionnels de 0,1 million \$ ainsi que par l'augmentation des crédits d'impôt et des logiciels développés à l'interne pour un montant de 0,1 million \$.

Le résultat net du quatrième trimestre a totalisé 2,1 millions \$ comparativement à 1,0 million \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018. La variation favorable dans le résultat net provient principalement d'une charge d'impôts non récurrente de 1,4 million \$ (0,09 \$ par action) enregistré au trimestre précédent suite à l'entrée en vigueur le 1 janvier 2018 de la réforme fiscale américaine.

- Troisième trimestre terminé le 31 décembre 2017 : En comparaison avec le deuxième trimestre de l'exercice 2018 terminé le 30 septembre 2017, les revenus ont augmenté en raison de revenus de services professionnels additionnels de 0,2 million \$ de Carrus, d'une hausse des revenus publicitaires provenant de LesPAC au montant de 0,1 million \$ et de 0,1 million \$ lié à la variation des taux de change du marché du \$ US en comparaison au \$ CA.

Le BAIIA ajusté a augmenté en lien avec la hausse des revenus et également en raison de la diminution des indemnités de fin de contrat de travail d'un montant de 0,8 million \$ comparativement au montant enregistré au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Cette augmentation du BAIIA ajusté a été réduite en partie par des frais de campagnes publicitaires et des frais en main d'œuvre et charges sociales plus élevés.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 3,8 millions \$ en ligne avec l'augmentation du BAIIA ajusté pour le trimestre.

Le résultat net du troisième trimestre de l'exercice 2018 tient compte d'une charge d'impôts non récurrente de 1,4 million \$ (0,09 \$ par action) suite à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 de la réforme fiscale américaine annoncée le 22 décembre 2017.

- Deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2017 : En comparaison avec le premier trimestre de l'exercice 2018 terminé le 30 juin 2017, l'ajout des revenus de Orchestra d'un montant de 1,0 million \$ a été annulé par des revenus à la baisse de Jobboom d'un montant de 0,3 million \$, des revenus de services professionnels moindres pour ASC et InterTrade d'un montant total de 0,3 million \$. De plus, la variation des taux de change du marché du dollar US en comparaison au dollar CA a représenté une baisse des revenus de 0,2 million \$.

Au cours du deuxième trimestre, le BAIIA ajusté a diminué principalement en raison de l'ajout des activités déficitaires de Orchestra pour un montant de 1,0 million \$, incluant un montant total de 0,4 million \$ d'indemnités de fin de contrat de travail et d'incitatifs de rétention. Des indemnités supplémentaires de fin de contrat de travail d'un montant de 0,6 million \$ non reliés à Orchestra ont également été versées au cours du deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2017. Ces éléments ont été partiellement compensés par la diminution des frais de campagne publicitaire ainsi que par la diminution des salaires et des charges sociales.

En tenant compte des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat d'exploitation a totalisé 3,5 millions \$ en ligne avec la diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre.

Le résultat net du deuxième trimestre 2018 a également diminué en raison d'une variation de change défavorable sur les actifs libellés en dollars américains d'un montant de 0,7 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

De façon générale, la Société finance ses opérations, dépenses en capital, rachats d'actions ordinaires, dividendes et acquisitions d'entreprises à même les fonds générés par ses opérations et liquidités en main.

Au besoin, la Société peut également utiliser des fonds sur la partie inutilisée de sa facilité de crédit (voir « Activités de Financement - Convention de crédit ») ou émettre de nouvelles actions pour financer ses besoins additionnels en liquidités générales ainsi que pour des acquisitions d'entreprises.

Au 30 juin 2019, la Société disposait de trésorerie et équivalents de trésorerie de 17,0 millions \$ ainsi que d'un montant de 66,8 millions \$ disponible sur sa facilité de crédit de 80,0 millions \$, sujet au respect des ratios financiers.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

	Exercices terminés les 30 juin	
	2019	2018
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
<i>Non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.</i>	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	2 507	3 325
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 461)	(972)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 046	2 353

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2019, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 1,0 million \$, comparativement à 2,4 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2018. La baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles est principalement due à la baisse du résultat net.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Exercices terminés les 30 juin	
	2019	2018
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
<i>Non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.</i>	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(127)	(235)
Produit de cession d'une filiale	17 950	-
Acquisition d'actifs incorporels	(970)	(793)
Distribution provenant d'une coentreprise	-	425
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	16 853	(603)

Les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement se sont élevés à 16,9 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020 comparativement à l'utilisation de 0,6 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a procédé à la vente des actions de Réseau LesPAC pour un montant de 19,0 millions \$ en date du 11 juin 2019, dont un montant de 18,0 millions \$ a été encaissé à cette même date. Une balance de prix de vente de 1,0 million était à recevoir au 30 juin 2019.

Les acquisitions d'actifs incorporels pour le premier trimestre de l'exercice 2020 sont composées d'un montant de 0,9 million \$ lié à la comptabilisation de logiciels développés à l'interne comparativement à 0,7 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. La Société a également fait l'acquisition de logiciels externes pour un montant de 0,1 million \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2020 et 2019.

La distribution provenant de la coentreprise Société d'investissement M-S, S.E.C. « GWS » est liée à la liquidation des sommes résiduelles suivant la cessation des activités de cette dernière au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Exercices terminés les 30 juin	
	2019	2018
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	\$	\$
<i>Non audités et non examinés par les auditeurs indépendants.</i>		
Remboursement de la dette à long terme	(11 799)	(1 200)
Diminution de l'obligation locative	(358)	-
Dividendes en espèces versés sur actions ordinaires	(1 485)	(1 485)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(13 642)	(2 685)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement ont été de 13,6 millions \$, comparativement à 2,7 millions \$ utilisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2019.

Durant le premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a remboursé un montant de 11,8 millions de sa facilité de crédit comparativement à 1,2 million durant le premier trimestre de l'exercice 2019. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a diminué le montant de son obligation locative de 0,4 million \$ suite à l'adoption de la nouvelle norme IFRS 16 au 1^{er} avril 2019.

Le montant versé en dividendes par la Société soit 0,40 \$ par action par année est demeuré inchangé pour chacune des périodes terminées les 30 juin 2019 et 2018.

CONVENTION DE CRÉDIT

Le 18 décembre 2015, la Société a renouvelé sa convention de crédit, qui avait été conclue préalablement le 10 novembre 2011, (la « Convention de crédit ») auprès de trois institutions financières canadiennes en vertu de laquelle les prêteurs ont mis à la disposition de la Société une facilité de crédit renouvelable garantie de cinq ans de 80,0 millions \$ (80,0 millions \$ au 31 mars 2019) (la « Facilité de crédit ») et un prêt accordé de 40,0 millions \$ (40,0 millions \$ au 31 mars 2019) lequel est sujet à l'approbation des prêteurs.

La Facilité de crédit expire le 18 décembre 2020 et tout montant impayé est dû en totalité à l'échéance. Tous les montants en vertu de la Convention de crédit sont remboursables avant échéance sans pénalités.

Au 30 juin 2019, la Société utilisait un montant de 13,2 millions \$ de la Facilité de crédit.

La Facilité de crédit porte intérêt à un taux fondé soit, sur le taux préférentiel canadien, sur le taux CDOR ou sur le taux des acceptations bancaires plus une marge applicable dans chacun des cas. Cette marge varie en fonction du ratio de dette totale par rapport au BAIIA tel que défini dans la Convention de crédit. Au 30 juin 2019, le taux en

vigueur était de 1,96 % et la marge applicable était de 1,45 %. De plus, la portion non utilisée de la Facilité de crédit porte intérêt à 0,29 % à titre de commission d'attente.

Toutes les obligations quant à la Convention de crédit sont garanties par une sûreté (hypothèque) de premier rang sur substantiellement tous les actifs, corporels et incorporels, présents et futurs, de la Société.

La Convention de crédit contient certains engagements et certains cas de défaut d'usage pour des emprunts de cette nature, y compris certaines limitations concernant les investissements et acquisitions, les dépenses en capital et les distributions. La Convention de crédit est également assortie de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2019, la Société respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ces clauses restrictives.

SITUATION FINANCIÈRE

Dans son ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en mesure de faire face à ses obligations financières. Au 30 juin 2019, la Société disposait de trésorerie et équivalents de trésorerie de 17,0 millions \$ ainsi que d'un montant de 66,8 millions \$ disponible sur sa Facilité de crédit de 80,0 millions \$. À cette même date, l'actif total de la Société totalise 160,1 millions \$ comparativement à 168,9 millions \$ au 31 mars 2019.

DONNÉES TIRÉES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Au 30 juin	Au 31 mars
	2019	2019
	\$	\$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 045	13 339
Comptes débiteurs	7 646	7 282
Crédits d'impôt à recevoir	4 290	4 964
Actifs détenus en vue de la vente	8 610	28 805
Actifs incorporels	6 722	6 264
Actifs incorporels d'acquisition	6 743	7 344
Goodwill	90 149	90 149
Comptes créditeurs et charges à payer	8 607	10 927
Revenus différés	15 174	14 727
Passifs détenus en vue de la vente	2 562	4 132
Dette à long terme	13 145	24 935
Capitaux propres	100 540	100 704

Les principales variations de l'état de la situation financière de la Société entre les 30 juin 2019 et 31 mars 2019 sont expliquées de la façon suivante :

- La trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 17,0 millions \$ au 30 juin 2019, ce qui représente une augmentation de 3,7 millions \$ par rapport au 31 mars 2019. Cette augmentation est principalement attribuable au montant résiduel du produit de disposition de la vente de Réseau LesPAC n'ayant pas encore été appliqué contre la dette long terme;
- Les crédits d'impôt à recevoir totalisaient 4,3 millions \$ au 30 juin 2019 comparativement à 5,0 millions \$ au 31 mars 2019. Cette diminution est reliée aux crédits d'impôts de l'exercice 2019 ayant été encaissés depuis le 31 mars 2019 et à l'inscription de crédits additionnels;

- Les actifs détenus en vue de la vente totalisaient 8,6 millions \$ au 30 juin 2019 comparativement à 28,8 millions \$ au 31 mars 2019. Réseau LesPAC ayant été vendu le 11 juin 2019, ses actifs ne font maintenant plus partie de ce regroupement qui inclut Jobboom et Réseau Contact.
- Le total des actifs incorporels au 30 juin 2019 totalisait 6,7 millions \$, en hausse de 0,5 million \$ par rapport au 31 mars 2019. Cette hausse résulte principalement de la comptabilisation de logiciels développés à l'interne au cours du premier trimestre de l'exercice 2020;
- Le total des actifs incorporels d'acquisition au 30 juin 2019 totalisait 6,7 millions \$, en baisse de 0,6 million \$ par rapport au 31 mars 2019. Cette baisse résulte des amortissements enregistrés au cours du premier trimestre de l'exercice 2020;
- Les comptes créditeurs et charges à payer s'élevaient à 8,6 millions \$ au 30 juin 2019 comparativement à 10,9 millions \$ au 31 mars 2019. Cette diminution est expliquée par les déboursés, au cours du premier trimestre de 2020, de sommes ayant été provisionnées au 31 mars 2019 reliés à la rémunération incitative et à certains honoraires professionnels;
- Les passifs détenus en vue de la vente totalisaient 2,6 millions \$ au 30 juin 2019 comparativement à 4,1 millions \$ au 31 mars 2019. Réseau LesPAC ayant été vendu le 11 juin 2019, ses passifs ne font maintenant plus partie de ce regroupement qui inclut Jobboom et Réseau Contact.
- Les capitaux propres totalisent 100,5 millions \$ au 30 juin 2019 comparativement à 100,7 millions \$ au 31 mars 2019. La variation des capitaux propres est expliquée par l'addition du résultat global de 1,3 million \$ réalisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2020, moins les dividendes déclarés de 1,5 million \$.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à certains risques financiers. La Société ne détient pas d'instruments financiers à des fins spéculatives, mais seulement aux fins de réduction de la volatilité de ses résultats face à ces risques. La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la gestion connexe de ces risques sont décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société au 31 mars 2019.

Le programme de couverture en place permettra à la Société d'obtenir un taux de change moyen (\$CA/\$US) de 1,3015 sur des contrats de change à terme d'un montant de 11,4 millions \$ US détenus au 30 juin 2019 qui viendront à échéance au cours des exercices 2020 et 2021. Au 30 juin 2018, la Société détenait des contrats de change d'une valeur de 11,8 millions \$ US à un taux moyen de 1,2709.

Au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2019, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, de la gestion connexe des risques et de la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur à l'état de la situation financière consolidé de la Société.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En date du 29 mai 2018, le conseil d'administration de Société d'investissement M-S, S.E.C. « GWS », une coentreprise détenue à 50 % par la Société, a voté une résolution unanime afin de dissoudre et liquider GWS. La dissolution ainsi que la distribution des sommes résiduelles aux coentrepreneurs ont été effectuées le 27 juillet 2018. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, la Société a reçu un montant de 425 000\$ en tant que distribution provenant de GWS. Conséquemment, aucune opération n'a été enregistrée durant le premier trimestre de l'exercice 2020.

La Société a refacturé à GWS des charges d'exploitation pour un montant de 2 743 \$ au cours des trois premiers mois l'exercice 2019. Ces recharges ont été présentées à l'encontre des charges d'exploitation à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat.

Les transactions ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant de la contrepartie convenue par les parties.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est confiante sur ses perspectives à long terme. Cependant, afin d'assurer la réalisation de sa stratégie et de ses objectifs de croissance, la Société souhaite diminuer les risques et incertitudes créés par des situations potentiellement défavorables dans son secteur de l'industrie ou sur ses liquidités. Les risques auxquels s'expose la Société sont d'ordre technologique, opérationnel ou financier ou sont inhérents à ses activités ou à ses stratégies d'acquisition. La description de ces risques et incertitudes n'a pas changé par rapport à celle décrite dans le rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 mars 2019.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

Le 1er avril 2019, la Société a adopté la norme IFRS 16 qui s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er avril 2019. La Société a appliqué la norme IFRS 16 de manière rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale à la date de première application, sans retraitement des soldes comparatifs au 31 mars 2019.

La norme IFRS 16 remplace les normes suivantes : IAS 17 Contrat de location, IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC-15 Avantages dans les contrats de location simple et SIC-27 Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location. IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour le preneur qui entraîne la constatation de tous les contrats de location à l'état de la situation financière en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Des exemptions sont permises concernant les contrats de location à court terme et les contrats de location dont l'actif sous-jacent a une faible valeur.

Pour les contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, la Société a comptabilisé une obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la Société au 1er avril 2019 ainsi qu'un actif au titre du droit d'utilisation d'une valeur correspondante. À l'état consolidé du résultat, la charge de loyer est remplacée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et par les intérêts sur l'obligation locative calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dans le cadre de la transition à la norme IFRS 16, la Société s'est prévaluée des mesures de simplification suivantes :

- La Société a appliqué un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires; et
- La Société a comptabilisé les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats à court terme, en portant les loyers en résultat net de manière linéaire sur la durée du contrat.

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux obligations locatives comptabilisées dans l'état de la situation financière au 1^{er} avril 2019 est de 3,55 %.

Il est à noter que l'adoption de la norme IFRS 16 a eu un effet favorable de 0,4 million \$ sur le BAIIA ajusté du premier trimestre terminé le 30 juin 2019.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport de gestion comprend certains énoncés prospectifs à l'égard de la Société. Ces énoncés, par leur nature, comportent nécessairement des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que la Société avance dans ces énoncés. La Société considère que ces prévisions sur lesquelles ces énoncés sont fondés sont raisonnables. Cependant, la Société tient à prévenir le lecteur que ces prévisions liées à des événements futurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société, peuvent se révéler incorrectes, étant donné qu'elles sont soumises à des risques et incertitudes qui ont une incidence sur ses activités. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf où requis par les législations en valeurs mobilières en vigueur.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

En conformité avec le Règlement 52-109 *sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, des certificats signés par le président, chef de la direction et chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent du caractère approprié des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ainsi que de la conception et l'efficacité de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus conformément à la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au comité d'audit et au conseil d'administration, et que l'information qui doit être présentée dans les rapports de la Société est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Sous la supervision du président, chef de la direction et chef de la direction financière, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société conformément à la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En date du 30 juin 2019, il n'y a eu aucun changement concernant les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et lesdits contrôles et procédures sont donc toujours jugés efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été conçu en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS de la Société.

Sous la supervision du président, chef de la direction et chef de la direction financière, la direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société et a conclu que ledit contrôle est efficace pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2019.

En date du 30 juin 2019, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne à l'égard de l'information financière.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Ce rapport a été rédigé en date du 6 août 2019.

À cette date, le nombre d'actions ordinaires en circulation était de 14 848 779.

Certaines informations additionnelles, telles que la notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

MARCHÉ ET SYMBOLE BOURSIER

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont négociées sous le symbole boursier « MDF ».

SIÈGE SOCIAL

1111, rue St-Charles Ouest, Bureau 255
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4
Tél. : 450 449-0102 Téléc. : 450 449-8725
www.mediagrif.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gilles Laporte

Québec, Canada
Président du conseil d'administration de la Société
Administrateur de sociétés

Philippe Duval

Québec, Canada
Premier Vice-Président et chef de l'exploitation
Groupe Sélection

André Gauthier

Québec, Canada
Président
Holding André Gauthier Inc.

Catherine Roy

Québec, Canada
Vice-Président opérations et stratégies
de la Société

Vivianne Gravel

Québec, Canada
Présidente et chef de la direction
Metix Inc.

Natalie Larivière

Québec, Canada
Présidente
Yuma Stratégies

Gilles Laurin

Québec, Canada
CPA, CA
Administrateur de sociétés

Jean-François Sabourin

Québec, Canada
Président, chef de la direction
JitneyTrade Inc

AGENT DE TRANSFERT ET AUDITEUR

Service aux investisseurs Computershare Inc.
1500, boul. Robert-Bourassa, bureau 700,
Montréal (Québec) Canada H3A 3S8
Tél. : 514 982-7888 Téléc. : 514 982-7580
www.computershare.com

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1190, avenue des Canadiens de Montréal
Montréal (Québec) Canada H3B 0M7
Tél. : 514 393-7115 Téléc. : 514 390-4100
www.deloitte.ca